



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 135 - 20 novembre 1984

PRIX : 2 Frs

LA FAMINE EN AFRIQUE

qui sont les responsables?

SOMMAIRE

AU

VERSO



SOMMAIRE

editorial

Page 2

- La famine en Afrique: qui sont les responsables?

Page 3

- ETHIOPIE: La sécheresse n'est pas seule responsable de la famine

Page 4

- TCHAD: Encore une intervention française ?

Page 5

- TCHAD: Un témoignage sur les massacres du Sud
- MALI: Effondrement des Sociétés d'Etat

Page 6

- AFFAIRE DIAWARA : Un scandale à l'image de nos dirigeants

Page 8

- FRANCE: Un ouvrier assassiné par son patron
- ALGERIE: Il y a 30 ans, l'insurrection algérienne

Page 10/11

- INDE: Derrière les affrontements entre les communautés, il y a la misère et l'injustice

*** **

A B O N N E M E N T S

France : 1 ans

- pli ouvert : 24 F

- pli fermé : 48 F

Etranger : écrire au journal

A D R E S S E

VOIR PAGE 11

LA FAMINE EN AFRIQUE : QUI SONT LES RESPONSABLES

Des centaines de milliers de personnes sont une fois de plus menacées par la famine en Afrique. Elle frappe certaines régions du Mali, de la Mauritanie, du Niger ou du Tchad. Et au delà des pays du sahel, c'est une véritable catastrophe qui menace l'Ethiopie et sans doute le Mozambique. A la télévision, on nous montre des images dans lesquelles on voit des enfants, des femmes et des vieillards en train de mourir.

Oui, c'est atroce. Oui, c'est révoltant parce que tout le monde sait et tout le monde dit que la nourriture qui permettrait de les sauver existe, mais on la gaspille ou on la stocke au lieu de l'acheminer là-bas. Les pays impérialistes, lorsqu'ils ne ferment les yeux, invoquent le manque de moyens matériels pour venir en aide aux populations. Mais quand il s'agissait d'envoyer des légionnaires de Corse à Kolwézi pour sauver la dictature sanglante de Mobutu, ou encore déclencher l'opération Manta pour sauver le régime de Habré au Tchad, l'impérialisme français avait tous les moyens. Quant aux impérialistes américains, il leur était facile d'aller à l'île de Grenade tout comme Thatcher d'envahir les îles Malouines soit pour récupérer une île perdue ou y mettre ses hommes de main.

Mais pour les populations qui meurent de faim, ils s'en moquent, ils préfèrent même détruire les marchandises invendues sur le marché plutôt que de les donner à ceux qui en ont besoin. C'est la loi du système capitaliste. Ceux qui n'ont pas d'argent n'ont qu'à crever même si on ne sait pas quoi faire du surplus.

Les millions de personnes qui sont en train de mourir dans le sahel ou en Ethiopie, ne meurent pas de mort naturelle. Ils sont assassinés. Par la froide logique d'un système capitaliste basé sur le profit, où on ne nourrit normalement que ceux qui peuvent payer, oui, certainement. Mais aussi par le choix conscient, réfléchi de ces dirigeants politiques du monde impérialiste, qui consacrent infiniment plus d'argent à prévenir et à réprimer la révolte des crève-la-faim qu'à empêcher, justement, qu'ils crèvent de faim.

Mais il faut dire deux mots; aussi, des dirigeants de nos pays, même si les plus sanglants des dictateurs d'Afrique ne sont que de dérisoires polichinelles à côté des dirigeants, même les plus démocrates du monde impérialiste, qui tuent à une tout autre échelle. Car tout de même, même dans les pays d'Afrique frappés par la famine, tout le monde ne souffre pas de faim ! Il en est qui continuent à rouler en Mercedes; bâtir des villas, brasser des millions, s'enrichir parfois sur le dos de ceux qui meurent de faim. Eh bien, si nos régimes représentaient un tant soit peu le "peuple" qu'ils prétendent incarner; c'est-à-dire aussi, les pauvres, ceux que la famine menace, ils réquisitionneraient toutes les voitures pour acheminer les vivres, ils videraient toutes les villas, ils prendraient tout le superflu des riches pour venir en aide aux victimes de la famine. Seulement, malgré leurs jérémiades et leur mendicité en faveur des victimes de la famine -mendicité dont ils gardent souvent pour eux-mêmes l'essentiel- ces gens là ne repré-

. . . ./ . . .

sentent en rien les affamés, mais ceux qui les affament.

Alors, oui, si les pauvres veulent se sauver, il faut qu'ils renversent ces régimes, qu'ils exproprient les riches, ils en ont le droit le plus légitime. Pour mettre fin à la famine, au gaspillage inadmissible qui existent dans ce monde il n'y a pas d'autre solution que de se révolter contre le système capitaliste qui exploite et affame des millions de personnes.

ETHIOPIE la sécheresse n'est pas seule responsable de la famine

C'est en Ethiopie que la famine a pris une tournure dramatique. D'après les estimations des experts, d'ici la fin de l'année, il y aurait de 300.000 à 900.000 morts dans ce pays. Dans le Wollo, le Tigré, régions touchées par la famine, les paysans fuient leurs foyers, leurs villages pour aller dans les villes. Dans certaines régions, les villages sont tellement éloignés des villes que les populations meurent en cours de route. D'ailleurs ici en France, la presse, la radio et la télévision nous montrent des images plus révoltantes les unes que les autres. On considère même que c'est la plus grande catastrophe qu'on ait vue depuis un siècle.

Bien sûr, cette sécheresse, cette famine n'atteint pas toutes les couches de la population éthiopienne de la même façon. Ce qui est sûr c'est que les riches commerçants les privilégiés des grandes villes, surtout ceux d'Addis Abéba ne sont pas touchés par la sécheresse. Pour les dirigeants de l'Etat éthiopien, septembre 1984 c'est plutôt le dixième anniversaire de la chute de Haïlé Sellacié. Ce qui les préoccupait le plus c'était la préparation de cette fête à laquelle ont été invités de nombreux chefs d'Etat. La presse occidentale a même souligné le fait que le gouvernement d'Addis Abéba se permettait le luxe de faire l'achat de 500.000 bouteilles de whisky.

Il est sûr que le gouvernement éthiopien a une part de responsabilité en ce sens qu'il n'a pas fait le maximum qui est en son pouvoir pour aider les victimes de la sécheresse. Et si les Etats occidentaux font ressortir plus cet aspect de la situation en Ethiopie, c'est une façon de lui reprocher les liens que le gouvernement éthiopien entretient avec l'Union soviétique. Les responsabilités des dirigeants éthiopiens et d'ailleurs de ceux des Etats du Sahel ne sont pas comparables à celles des dirigeants des pays riches au sujet des victimes de la sécheresse en Ethiopie, au Mali, au Tchad, etc. Ces derniers savent depuis longtemps qu'une catastrophe est imminente dans ces régions. Leurs pays regorgent des richesses de toutes sortes.

Mais les préoccupations des dirigeants de ces pays, ce n'est pas la misère qui règne dans le monde ni les catastrophes du genre de celles que subissent l'Ethiopie et les pays du Sahel. La première de leurs préoccupations c'est d'intervenir, d'une manière très efficace partout où leurs intérêts sont en cause, pour destituer des régimes qui ne défendent pas leurs intérêts. Quand il s'agissait d'intervenir à la Grenade (pour les U.S.A), aux Malouines (pour l'Angleterre) ou au Shaba et au Tchad (pour la France), là les impérialistes n'ont pas lésiné sur les moyens pour défendre leurs intérêts de possédants. Mais quand se créent des situations comme ce qui se passe en Ethiopie ou au Sahel, ils versent des larmes de crocodiles, font appel aux sentiments humanitaires pour organiser des collectes afin d'aider les victimes de la sécheresse.

Et ces aides sont bien sûr en dessous des besoins urgents des affamés. Finale-

... / ...

ment, dans cette société, ce ne sont ni les moyens ni les produits alimentaires qui manquent. Seulement les rapports entre les hommes, entre les pays, sont basés sur l'argent. Tout s'achète et tout se vend. Celui qui ne peut payer est condamné à mourir, même si le monde regorge de nourriture. C'est cela qui est révoltant.

Il n'y a donc pas d'autre choix que celui de se débarrasser de cette société inhumaine. Cela signifie que les pauvres s'organisent en tant que ^{que} pauvres pour purger la société de toutes ses lois inhumaines et la mettre sur des bases plus saines, de telle sorte que plus jamais l'on ne voit ce triste spectacle : une partie de monde vit dans le gaspillage pendant que l'autre moitié meurt de faim.

TCHAD

encore une intervention française ?

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si les troupes françaises vont intervenir de nouveau au Tchad, si le rappel des troupes ou le survol de N'Djaména par des Jaguar avec le battage des médias sont entrepris pour impressionner seulement Kadhafi.

Il y a une sorte de partie de poker qui est engagée entre Kadhafi et Mitterrand. On ne sait pas qui triche le plus. Ce qu'on sait c'est que les deux trichent sur le dos des peuples et en particulier le peuple tchadien. Ce qu'on sait aussi c'est qu'à chaque fois que les troupes françaises quittent le Tchad, ce n'est qu'un intermède avant une nouvelle intervention.

Lorsque les dirigeants de l'impérialisme français affirmaient que les troupes installées au Tchad avaient rempli leur mission, ce n'était qu'une hypocrisie. Car même si les troupes françaises ont quitté le Tchad, ce n'est pas pour retourner en France mais pour rester à quelques kilomètres du Tchad, au Cameroun ou en Centrafrique. A ce qu'on sache le Cameroun et le Centrafrique ne font pas partie de l'Hexagone.

Alors les troupes du dictateur Kadhafi n'ont peut-être pas quitté effectivement le Tchad, mais les troupes colonialistes de l'impérialisme français non plus. Leur présence n'est pas plus légitime. Kadhafi est sans doute un dictateur peu ragoûtant. Mais le plus infâme des deux n'est certainement pas ce dictateur qui, malheureusement, n'est pas d'opérette. Le plus infâme c'est ce gouvernement français qui ose se dire socialiste, avec ses hommes politiques de gauche qui poursuivent en Afrique la même politique de gendarmerie, d'oppression, d'exploitation que la France impérialiste poursuivait depuis un siècle.

Combien d'hommes qui meurent dans le Sud du Tchad aurait-on pu nourrir avec le prix du kérosène brûlé pour transporter les troupes militaires ? Combien de vies humaines on aurait pu sauver aux prix dépensés pour l'opération Manta ? Seulement la France impérialiste n'est pas présente en Afrique pour aider les peuples. Elle est là pour essayer de voler un peu plus même ceux qui meurent de faim. Et l'armée française est là pour protéger avec plus ou moins de succès l'ordre qui permet à tous les margoulinis petits et grands, français et africains, à se faire du fric - même sur le dos des mourants et juste avant qu'ils ne meurent

Et que le gouvernement français soit de gauche ou de droite, c'est la même politique qui est poursuivie. C'est un gouvernement au service des riches.

TCHAD

un témoignage sur les massacres du Sud

Dans le précédent numéro du "PAT", nous avons parlé de la répression barbare à laquelle s'étaient livrées les forces armées du dictateur Hissène Habré: massacres de plusieurs centaines de personnes (par exemple à Déli dans le Logone Occidental), des exécutions sommaires et des charniers découverts dans la région de Sarh (Moyen-Chari). Un exode massif vers la capitale Ndjaména et plus de 25.000 réfugiés en République Centrafricaine témoignent de l'ampleur de ces tueries.

Au sujet de cette répression aveugle, voici l'extrait d'une lettre envoyée par un témoin oculaire:

"Le 3 septembre, dans la matinée, 26 véhicules pleins de soldats sont venus de Ndjaména en passant par Sarh et Koumra, et ils nous ont surpris. De tous les côtés, les FAN (les soldats de Habré) tiraient des balles et obus afin de reprendre la ville occupée par les "Codos" (c'est à dire les maquisards opposés au gouvernement de Habré) et venger la mort du Sous-préfet assassiné par ceux-ci. Les FAN ont poursuivi les "Codos" jusqu'à un canton situé non loin de notre camp (où se sont regroupés ceux qui ont fui les combats). Il y a eu des affrontements.... En entendant les coups de canon et les éclats d'obus, un de mes enfants s'est enfui par la route qui mène à Moïssala. Il est tombé entre les mains des FAN qui y retournaient. Il est immédiatement abattu par deux balles. Je n'ai pas pu m'approcher de son corps parce que les FAN prenaient la garde là. Seules ma femme et d'autres femmes sont allées voir le cadavre et sont revenues me confirmer la nouvelle.....

Avec douleur et souffrance, nous avons mis six jours en brousse avant de regagner Moïssala. A la maison, tous nos biens ont été pillés. Nous utilisons des nattes pour dormir....

Tous les jours les tueries continuent dans la ville de Moïssala (près de Sarh) et dans les 16 cantons que compte la région. Des cases incendiées, des hommes tués. Il y a tant de morts qu'il est impossible d'en dresser une liste.... Nous vivons entre les morts et les vivants..."

MALI

effondrement des Sociétés d'Etat

Depuis le début de l'année plusieurs sociétés ont fermé leurs portes. C'est le cas de la Société SAT (transports routiers), SOCORAM, Société de construction radio-électrique, etc... Deux autres sociétés, non moins importantes, sont menacées de liquidation comme la SOMIEX (Société malienne d'import-export) et la compagnie Air Mali.

Toutes ces sociétés ont été créées par le régime civil de Modibo Keita. Les militaires qui sont au pouvoir depuis octobre 1968 n'ont non seulement créé presque aucune entreprise, mais en plus ils sont en train de liquider toutes les sociétés existantes. Souvent sous le diktat du FMI (Fond monétaire international), qui devrait plutôt s'appeler Fond monétaire inter-impérialiste pour écraser les autres pays. Car aujourd'hui, dans les pays du tiers-monde, aucune entreprise ne peut être créée sans l'accord de cet organisme monétaire. Mais dans le cas du Mali, le FMI n'est pas le seul responsable de la situation. Les militaires et leurs hauts fonctionnaires corrompus sont aussi respon-

sables car les fonds des sociétés d'Etat sont délibérément dilapidés et détournés par ces dignitaires.

L'exemple le plus criant est celui de la compagnie Air-Mali. Cette société est devenue un moyen pour les dignitaires et leurs familles de voyager gratuitement entre le Mali et la France sans se soucier des intérêts de l'Etat aussi pourri soit-il. De ce fait ils sont responsables de la faillite de cette compagnie. La gestion non sérieuse de cette société a fait fuir presque tous les clients, à tel point qu'elle est appelée " Air-Inch Allah " par certains car on sait quand on a le billet mais pas quand on part ou quand on revient. Si l'avion n'est pas en panne, il est en retard. C'est incroyable mais vrai. Des magouilles, il y en a dans ce type de compagnie. Il n'est pas rare de se présenter à l'aéroport de Senou avec le billet en main, la place réservée à l'avance, et de ne pas pouvoir voyager parce que la place est revendue à quelqu'un qui a donné un dessous de table.

Cette gestion malsaine existe à tous les niveaux. Pour donner un autre exemple, prenons les Chemins de fer du Mali. Il ya un nouveau train qui circule entre Kayes et Bamako, c'est "l'Express". Et il y a un autre Express (sénégalais) qui fait Dakar-Bamako. Les places sont numérotées. On vend les billets de l'Express qui donnent droit aux places réservées à l'avance. Mais il arrive souvent qu'on vende deux billets pour la même place. Cela fait qu'on risqué de voyager huit heures debout, entre Kayes et Bamako. Ne parlons pas de l'éternel problème de la poste malienne. Depuis le début de l'année, il est devenu impossible de toucher un mandat au bureau de poste de Kayes, malgré les 10 % prélevés illégalement sur chaque mandat.

Après tout cela, les galonnés peuvent payer les griots pour chanter à la radio et à la télévision (qui ne fonctionne que deux heures par jour et limitée à la région de Bamako) les " vertus " de leur régime corrompu. La faillite des sociétés d'Etat maliennes est certes liée à la crise économique mondiale, mais aussi à la faillite du régime.

AFFAIRE DIAWARA

UN SCANDALE A L'IMAGE DE NOS DIRIGEANTS

Mohamed Diawara, ancien ministre d'Houphouët a été arrêté le 28 octobre à Bamako. C'était à l'occasion du 10ème sommet de la CEAO, et Mohamed Diawara serait venu pour plaider sa cause auprès des chefs d'Etat réunis. Mais, fait extraordinaire, ces galonnés et autres dictateurs aussi corrompus les uns que les autres, ont osé condamner ouvertement un ancien serviteur. Que s'est-il donc passé ?

La CEAO (Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest) a différents organismes financiers dirigés par des fonctionnaires africains. Le FOSIDEC est un de ces organismes. C'est le Fond de Solidarité et d'intervention de la CEAO. Son rôle est donc de réunir des fonds servant à garantir les emprunts des Etats membres, et à financer des projets communs. Les fonds du FOSIDEC, en période normale, sont placés dans des banques françaises surtout en vue de rapporter des intérêts. Or à la veille des élections présidentielles françaises de 1981, l'éventuelle victoire de la Gauche inquiète les milieux financiers. Chacun essaie d'aller placer ses capitaux ailleurs qu'en France. C'est à ce moment qu'intervient Mohamed Diawara.

Depuis qu'il n'est plus ministre d'Houphouët (il a été ministre du plan de 1966 à 1977), Diawara s'est converti dans les affaires. Il a même créé une banque, la Bank of Africa - Mali. En 1981 donc, Diawara s'entend avec Moussa NGom, secrétaire général de la

CEAO et Moussa Diakité, Directeur du FOSIDEC. Ceux-ci lui confient une somme de 6,5 milliards de F CFA du FOSIDEC à placer en Suisse. Seulement voilà; depuis ce moment là, personne ne sait ce qu'est devenu l'argent du FOSIDEC. De 1981 à 1983, toutes les tentatives discrètes des dirigeants de la CEAO, en vue de récupérer leurs fonds ont été vaines. Diawara est incapable de dire ce qu'est devenu l'argent. S'agit-il d'une entente entre les dirigeants de la CEAO et lui, ou bien a-t-il monté le coup tout seul ? Personne ne peut le dire à part les intéressés. Toujours est-il que Diawara a été arrêté à Bamako et transféré au Burkina Faso. Thomas Sankara, nouveau président en exercice de la CEAO, a tenu à l'avoir sous la main.

Cette scandaleuse histoire durait depuis trois ans. Visiblement les chefs d'Etat de la CEAO n'ont pas voulu l'étouffer. D'autant plus que tous les milieux financiers sont au courant de l'affaire depuis le début. Est-ce cela qui a déterminé le grand nettoyage qui s'est opéré dans la direction de la CEAO ? En tout cas on a découvert bien des saletés. Ainsi, depuis des années, les responsables de la CEAO et de ses différentes filières n'avaient qu'une seule occupation: s'enrichir; profiter au maximum des facilités que leur situation offre, et cela en l'absence de tout contrôle. Du secrétaire de la CEAO et son adjoint au directeur du FOSIDEC, les responsables financiers, tout ce beau monde avait détourné des centaines de millions de F CFA pour leur propre compte.

En plus de leur paie, en dollars, ces messieurs faisaient payer toutes leurs dépenses par la CEAO, au vu et au su des chefs d'Etat d'ailleurs. Ces derniers feignent la surprise. Quelle hypocrisie ! Les cinq principaux responsables de la CEAO sont consignés dans leurs résidences, à Ouagadougou. Ce n'est pas parce que Thomas Sankara les garde qu'on peut penser qu'ils payeront leurs vols, ou même qu'ils rembourseront les sommes fabuleuses qu'ils ont détournées. Car, après tout, tous ces hauts fonctionnaires et soi-disant technocrates africains n'ont fait que suivre les exemples plus parlant encore: ceux des chefs d'Etat eux-mêmes, qui ont tous des comptes numérotés en Suisse alors que leurs populations vivent dans la misère.

Les dirigeants africains, en faisant un grand bruit autour de l'arrestation de Diawara (arrêté en pleine réunion du sommet), tout comme la presse africaine qui en a fait l'écho, ont voulu présenter le cas Diawara comme un cas d'espèce. Mais des individus comme Diawara qui brassent des milliards, légalement ou pas (d'ailleurs où est la limite entre la légalité et l'illégalité?), il y en a des milliers en Afrique.

Nos pays sont certainement pauvres mais tout le monde n'y est pas pauvre. Des milliardaires nous en avons. Ce sont des hommes d'affaires, des gros commerçants, des grands commis de l'Etat. Ce sont là des gens bien de chez nous, nos bourgeois. Cette bourgeoisie africaine dont Diawara fait partie, prélève sa richesse au milieu de la misère qui l'entoure. Bien de nationalistes continuent à professer qu'il n'y a pas de bourgeoisie en Afrique. D'autres essaient de la cacher derrière l'anti-impérialisme, comme si seule la bourgeoisie impérialiste exploitait l'Afrique.

Le rôle économique de notre bourgeoisie est certes un rôle d'intermédiaire, incapable de développer nos pays, mais elle existe bel et bien en prélevant une bonne partie des richesses dues à l'exploitation des travailleurs et de petits paysans africains. Et si les exploités africains prenaient le pouvoir en Afrique, ce n'est pas seulement la bourgeoisie impérialiste qu'ils auront à exproprier. Il faudra certainement faire la révolution prolétarienne dans le monde entier pour balayer le capitalisme définitivement, mais rien qu'en expropriant la bourgeoisie de chez nous, en répartissant ses richesses, il y aura de quoi ne pas crever de faim.

Alors, les ennemis des travailleurs africains se trouvent aussi en Afrique-même; et c'est à cette bourgeoisie africaine qu'ils devront s'en prendre pour commencer.

FRANCE

un ouvrier assassiné par son patron

Un jeune travailleur turc de 20 ans, a été abattu d'un coup de fusil, alors qu'il était venu à l'usine Pirault, à Epône (région parisienne) avec ses camarades de travail pour réclamer les arriérés de salaire que son patron lui devait depuis 6 mois.

Ce patron de choc qui a accueilli à coups de fusil ses employés, qui ne revendiquaient que leurs droits, n'est peut-être qu'un cas isolé; mais cela se passe dans une situation où la droite se montre plus agressive et le patronat se croit tout permis. L'ensemble du patronat ne s'est pas solidarisé avec le patron assassin; il lui reproche d'avoir agi seul alors que l'Etat est là pour se charger de ses affaires de conflit avec ses ouvriers. En effet, l'Etat, même dirigé par des gens se disant socialistes, est bien là pour faire respecter l'ordre dans l'intérêt des patrons. Il n'a pas fallu plus de trois jours à Mr Pirault pour obtenir un arrêté d'expulsion contre les travailleurs qui occupaient son usine, alors que 6 mois après ces même travailleurs n'ont pas obtenu de la justice le paiement de leurs arriérés de salaire.

Pour Mr Pirault l'Etat ne faisait peut-être pas encore assez, comme il l'aurait voulu, alors il a décidé de faire lui-même son service d'ordre. Demain, d'autres patrons pourront peut-être prendre son exemple. D'autant plus que si la crise économique s'approfondit encore plus, les conflits de travail risquent de devenir plus nombreux et plus aigus. Pour faire respecter leurs droits, pour défendre leur peau, les travailleurs ont donc tout intérêt à montrer leur force dès aujourd'hui.

Il y a 30 ans l'insurrection algérienne

Malgré la crise, les autorités algériennes n'ont pas lésiné sur les moyens pour célébrer avec faste le 30ème anniversaire de l'insurrection qui, commencée le 1 novembre 1954, devait aboutir, après sept ans et demi d'une guerre atroce, à l'indépendance de l'Algérie. Trente ans ont passé. Mais la date du 1 novembre 1954 reste une date historique à plus d'un titre. Elle rappelle la lutte d'une partie de la bourgeoisie algérienne pour son droit à la vie, elle rappelle aussi que cette lutte est devenue la lutte de tout un peuple qui a osé relever la tête. Le 1 novembre 1954 marque ainsi le commencement de ce qui sera une des plus cuisantes défaites du colonialisme français. Malgré son armée puissante, la France ne pourra en effet que s'incliner devant la détermination de tout un peuple prêt à mourir pour sa dignité. Et il y avait de quoi être déterminé.

Depuis 1830, l'Algérie était colonie française de peuplement. En 1954, 984.000 européens vivent dans ce territoire considéré comme un morceau du sol français, à côté de 8.400.000 autochtones musulmans. 1/4 des terres cultivées dans le pays sont aux mains de 22.000 européens, soit 2% de la population agricole totale. Par contre un million de paysans sans terre sont condamnés à la misère. Dans l'industrie, sur 100.000 emplois, 15.000 seulement sont occupés par des autochtones. 25% de la population algérienne en âge de travailler reste sans emploi. Sur le plan scolaire, 13% seulement des enfants algériens en âge de scolarisation vont à l'école. Il en est de même à l'université d'Alger où, en 1954 sur 5.000 étudiants, on ne compte que 500 algériens.

Sur le plan politique, l'Algérie est dirigée par un gouverneur nommé par Paris. Il dirige le pays en s'appuyant sur une assemblée de 120 députés. Mais dans cette assemblée,

le poids de la population algérienne est limité au strict minimum. En effet la moitié des députés est élue par un "collège des citoyens français de plein droit". Il s'agit de la minorité européenne. L'autre moitié des députés est élue par 1.300.000 électeurs qui représentent 8.400.000 algériens. Autant dire que les trucages et l'injustice caractérisaient l'administration de l'Algérie.

C'est face à cette situation que se développent les premières organisations nationalistes. Les plus importantes sont: le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD). Ce mouvement, aux assises très populaires, se retrouve à la tête des principales luttes dans le pays. C'est lui qui dirigera la révolte de Sétif, dont la répression brutale par le colonialisme français fait 45.000 morts en 1945. A la suite de cette répression, le MTLD crée une branche militaire, l'OS (Organisation Spéciale) dont seront issus la plupart des chefs de l'insurrection de 1954. La deuxième organisation politique algérienne est l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA), mouvement représentant la bourgeoisie intellectuelle modérée.

Devant l'incapacité des différents mouvements à adopter une politique commune face à l'oppression coloniale, des militants parmi les plus actifs du MTLD créent le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA). Ce sont les chefs du CRUA qui décident d'engager le pays dans la lutte armée contre le colonialisme français; que les vieux partis, plongés dans des querelles intestines et des rivalités, le veuillent ou non. Le 1er novembre 1954, la poignée de responsables du CRUA, (ils étaient à peine dix) déclenche l'insurrection préparée dans la plus totale clandestinité. Ce jour là, des attentats ont lieu dans différents points du territoire algérien contre les symboles les plus criants de la domination coloniale française.

La seule réponse que connaît le gouvernement français de l'époque, dirigé par des socialistes, avec comme ministre de l'intérieur puis de la justice, un certain François Mitterrand, c'est la répression sauvage. Des innocents sont arrêtés, torturés. La population algérienne, ces milliers de pauvres qui jusque là subissaient l'arbitraire colonial avait été tenue à l'écart de l'action. Personne ne lui avait demandé son avis. Mais la répression aveugle que conduit le colonialisme, ajoutée aux années d'humiliation et d'oppression fait le reste. C'est en masse que la population rejoint la révolte. Ce qui était présenté comme une simple opération de police va se transformer en une guerre coloniale atroce qui durera plus de sept ans, faisant 1.500.000 morts dans les rangs de la population algérienne, des milliers d'autres dans le camp du colonialisme français.

L'Algérie est aujourd'hui indépendante. Mais qu'est-ce qui a réellement changé ? Il y a eu 1.500.000 morts mais pour qui ? Au nom de quels intérêts ? Toute la question est là. Car bien sûr que parmi les milliers de morts il y a eu certes des bourgeois. Mais la majorité des morts est constituée par la population pauvre. C'est elle qui a sacrifié ses fils, son sang pour ne plus être humiliée. Or c'est cette population pauvre ces prolétaires d'Alger ou de Constantine qui souffrent toujours de la misère. Les fellahs sont toujours opposés ^{aux} Khamès (grands propriétaires terriens), même si ces derniers occupant les meilleures places, affirment le contraire.

Oui, les nationalistes affirmaient que tout le monde avait les mêmes intérêts. Or après l'indépendance, on voit qu'il y a des riches et des pauvres. En affirmant qu'il n'y avait pas de lutte de classe mais un front de lutte commune, les nationalistes n'ont fait que camoufler l'asservissement des pauvres envers les riches. Ils n'ont fait que cacher le fait que les pauvres se battaient pour les postes des riches, pour leurs privilèges, leur argent. Et à cet égard, les pauvres, ces milliers d'humiliés se sont fait avoir. Les pauvres ont embrassé un drapeau qui n'était pas le leur, tout simplement parce que à défaut de mot d'ordre, le seul mot connu était: indépendance. Seulement, l'indépendance, chaque classe l'a entendu à sa manière, en fonction de ses intérêts. Et la victoire acquise, la classe la plus organisée, la plus forte a récupéré tous les acquis.

. . . / . . .

Ainsi, hier, c'était l'omniprésence du "petit blanc" ou du gros colon que subissait le prolétaire algérien. Aujourd'hui, il n'y a peut-être plus le "petit blanc" ou le gros colon, mais il y a un algérien omniprésent, comme l'était le colon. Le prolétaire algérien a toujours un maître. Alors, sa vie de prolétaire se déroule entre chercher du travail, trouver un logement, ou passer entre les différents barrages du népotisme, de la démerde individuelle et du clientélisme. En définitive les populations pauvres algériennes auraient pu faire l'économie d'une lutte pour le compte de bourgeois algériens et de se battre sous leur propre drapeau, pour leurs propres intérêts. A cet égard, leur 1er novembre 1954 reste à déclencher.

INDE

DERRIERE LES AFFRONTEMENTS ENTRE COMMUNAUTES, IL Y A LA MISERE ET L'INJUSTICE

Après avoir fait massacrer en juin dernier, les extrémistes Sikhs, partisans de l'indépendance du Penjab, Indira Gandhi est elle-même tombée sous les balles de ces extrémistes infiltrés parmi ses gardes du corps.

La mort de la "dame de fer" de l'Inde provoqua une flambée de violence, plus particulièrement dans la capitale, New-Delhi, où plusieurs centaines de Sikhs furent tués, leurs maisons et boutiques incendiées et pillées. Cette violence aveugle où tous ceux qui portaient turbans et barbes (tenue réglementaire de tout "bon" Sikh) étaient considérés aux yeux des partisans d'Indira Gandhi, comme responsables de sa mort, a surpris bien de gens pour qui l'Inde était le pays de la "non-violence". Durant ces quelques jours ensanglantés, les Sikhs s'étaient barricadés chez eux de peur de se faire massacrer par les Hindous.

Des conflits de ce genre, entre différentes communautés religieuses, régionales ou ethniques éclatent assez fréquemment en Inde, qui du reste n'est pas le seul pays où ce genre d'affrontement a lieu. Un jour, c'est entre Hindous et Musulmans (minoritaires en Inde), un autre jour entre Assamais et Bengali. Et à chaque fois que cela éclate, on compte les victimes par centaines.

L'Inde est un sous-continent de 700 millions d'habitants où se côtoient plusieurs centaines de communautés différentes. Il existe dans ce pays plusieurs religions, plusieurs langues et coutumes différentes. C'est un pays où le système des castes, même s'il est officiellement aboli, existe toujours dans la réalité quotidienne, plus particulièrement dans les campagnes.

Le colonialisme britannique n'a pas hésité à jouer sur ces différences, tout comme le colonialisme français dans ses possessions. Pour mieux régner, il a "favorisé" certaines communautés au détriment d'autres. Le colonialisme britannique a ainsi utilisé la communauté sikh au sein de son appareil de répression contre ceux qui réclamaient l'indépendance de l'Inde. Et jusqu'à aujourd'hui, la bourgeoisie sikh est très influente dans l'économie de l'Inde. Aux yeux de nombreux Indiens, la communauté sikh est considérée comme "privilégiée". La région du Penjab d'où sont originaires les sikhs est considérée comme le "grenier" de l'Inde.

Après l'indépendance de l'Inde, les conflits entre les différentes communautés n'ont fait que s'aggraver, et la crise économique qui frappe le monde capitaliste ne fait que rendre les conflits encore plus aigus. Les différences religieuses, ethniques ou régionales ne sont pas en elles-mêmes sources de conflits et de violence. On peut bien vivre côte à côte avec des gens qui n'ont ni la même religion, ni la même langue et les mêmes habitudes que soi. Cela ne peut devenir source de conflits que dans une société où

règnent l'injustice, l'inégalité et la misère. Et l'Inde constitue un exemple de ce type de société. C'est un pays où existent encore les Radjas (les seigneurs féodaux) et les intouchables (la caste la plus basse dans la hiérarchie sociale traditionnelle).

C'est un pays où plusieurs millions de personnes n'ont ni travail, ni logement, ni terre. Des millions de personnes vivent de mendicité, dorment sur les trottoirs ou dans des baraquements de fortune, fabriqués avec des cartons, des toiles de jute et des morceaux de plastique. Ces dizaines de millions de personnes vivent ainsi au jour le jour, agglutinées autour des villes en proie à toute sorte de maladies, dues à la malnutrition et à l'insalubrité.

A côté de celles-là, il y a une petite minorité d'Indiens, bien fortunés, qui n'a rien à envier à la grande bourgeoisie des pays industrialisés. 50 % des paysans indiens vivent avec une superficie de moins d'un hectare alors que 4 % des grands propriétaires se partagent plus du tiers des terres cultivables. Quant aux 20 millions d'Indiens qui sont dans le secteur public et les grandes industries, ils vivent avec un salaire variant entre 300 et 600 FF par mois, ce qui est déjà considéré comme un privilège comparés à ceux qui travaillent dans les petites entreprises où des salaires ne dépassent guère les 100 FF par mois, c'est-à-dire même pas de quoi joindre les deux bouts. Les familles pauvres sont obligées d'envoyer leurs enfants se faire exploiter pour une bouchée de pain.

Dans une situation pareille où les raisons de colère existent, il suffit d'un rien pour faire éclater des conflits. Les politiciens n'hésitent pas à utiliser les plus viles manoeuvres pour attiser les haines afin de se procurer des places au sein du pouvoir. Ils utilisent les fibres religieuses ou ethniques et provoquent des affrontements violents entre des gens qui au fond n'ont aucun intérêt à ce genre de conflit. Le pouvoir lui-même n'hésite pas à le faire. Lors des récents massacres à Delhi, le gouvernement avait délibérément laissé, durant les premiers jours, les partisans d'Indira Gandhi massacrer les Sikhs. Les forces de l'ordre avaient reçu l'ordre de ne pas intervenir. Certaines personnalités politiques du Parti du Congrès (le parti d'Indira Gandhi) ont même été à l'origine des massacres dans certains quartiers.

Ce qui s'est passé en Inde est la conséquence d'un système social basé sur l'exploitation capitaliste. Cela se passe dans un lieu où se côtoient les plus grandes fortunes et la plus grande misère. C'est dans la misère que poussent les idées les plus rétrogrades qu'exploitent les dirigeants pour pousser les pauvres à s'entretuer.

Et ces conflits dont les flammes sont maintenues par les exploiters, existeront tant que la société indienne ne sera pas changée radicalement. Ce changement ne pourra être réalisé que par une révolution des exploités indiens.

Tant que ces millions d'exploités ne prendront pas conscience qu'au-delà de leurs différences ethniques, religieuses ou régionales, ils constituent une seule et unique communauté, celle des exploités et que c'est contre la communauté adverse des exploiters, toute religions, langues et ethnies confondues qu'ils devraient s'en prendre, ils continueront d'être utilisés comme pions. Les politiciens se serviront de leur colère ou la détourneront pour les amener à s'affronter les uns les autres, pour que les bourgeois continuent de les exploiter.

* * * * *

A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER

pour le P A T

B P 42

92114 CLICHY-CEDEX

* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.